

DU CONSEIL MUNICIPAL

Nº 2025/04/01

Nombre de conseillers

13

L'an deux mil vingt-cinq le neuf avril

Le Conseil Municipal de la commune de JULIENAS

dûment convoqué, s'est réuni en session ordinaire,

Ont pris part à la

Délibération:

En exercice:

Pouvoirs: 1

Votants : Exprimés : 12 12

11

Date de convocation du Conseil Municipal: 02 avril 2025

à la mairie, sous la présidence de Mme ROUX Elisabeth, Maire.

Présents: Mme ROUX Elisabeth – M. JORCIN Eric – M. MARGERAND Florentin – M. HEMET Thierry – M. GUEX Alain – M. AUDRAS Christian – Mme ROUSSOT Sylvie – Mme GEAY Céline – M. PIQUAND Sébastien – Mme MIDEY Sandrine – M.

MAHUET Sébastien.

Excusées DEMOISSON Suzanne – (pouvoir M. MARGERAND) – Mme ARNAIZ Carole.

<u>Objet</u>.- Affectation du résultat d'exploitation de l'exercice 2024 du service assainissement

Le CONSEIL MUNICIPAL,

Vu le compte administratif de l'exercice 2024,

Vu le compte de gestion de l'exercice 2024 du comptable, statuant sur l'affectation du résultat d'exploitation de l'exercice 2023,

Constatant que le compte administratif fait apparaître :

- * excédent d'exploitation de 85 397.42 €
- * excédent d'investissement de 32 480.87 €
- * des restes à réaliser en dépense de 14 200 €, soit un excédent cumulé de 103 678.29 €.

Considérant l'obligation de couvrir le déficit d'investissement quand il y en a

Après en avoir délibéré et vote à mains levées, à l'unanimité,

REPORTE la somme de 85 397.42 € en recettes de la section d'exploitation (article 002).

REPORTE la somme de 32 480.87 € en recettes de la section d'investissement (article 001).

Fait et délibéré, le 09 avril 2025 Pour copie certifiée conforme Le Maire

Elisabeth ROUX

MAIRIE DE JULIÉNAS – 305 rue Alphonse Burdot – 69840 Juliénas V Téléphone : 04 74 04 41 87 – E-mail : mairie@julienas.fr – Site Internet : www.julienas.fr

Objet de l'acte :

affectation du résultat d'exploitation de l'exercice 2024 du service d'assainissement

Date de transmission de l'acte :

10/04/2025

Date de réception de l'accusé de

10/04/2025

réception :

Numéro de l'acte :

DEL20250401 (voir l'acte associé)

Identifiant unique de l'acte :

069-216901033-20250409-DEL20250401-DE

Date de décision :

09/04/2025

Acte transmis par :

Christine PERTUSIER

Nature de l'acte :

Délibération

Matière de l'acte :

7. Finances locales

7.1. Decisions budgetaires7.1.1. Budgets et comptes



DU CONSEIL MUNICIPAL

N° 2025/04/02

L'an deux mil vingt-cinq le neuf avril

Nombre de conseillers

En exercice:

13

Le Conseil Municipal de la commune de JULIENAS dûment convoqué, s'est réuni en session ordinaire,

Maire.

Ont pris part à la

11

Délibération: Pouvoirs: 1

Votants: Exprimés: 12

12

Date de convocation du Conseil Municipal: 02 avril 2025

Présents: Mme ROUX Elisabeth - M. JORCIN Eric - M. MARGERAND Florentin - M. HEMET Thierry - M. GUEX Alain - M. AUDRAS Christian - Mme ROUSSOT Sylvie - Mme GEAY Céline - M. PIQUAND Sébastien - Mme MIDEY

à la mairie, sous la présidence de Mme ROUX Elisabeth,

Sandrine - M. MAHUET Sébastien.

Excusées DEMOISSON Suzanne (pouvoir M. MARGERAND) – Mme ARNAIZ Carole.

Objet.- adoption du budget 2025 du service assainissement

Le CONSEIL MUNICIPAL,

Vu le code général des collectivités territoriales et notamment son article L 2312-1,

Vu les travaux préparatoires et l'avis de la commission des finances du 26 mars 2025,

Vu le projet de budget présenté par madame le Maire pour l'exercice 2025 qui s'équilibre ainsi qu'il suit :

* Section d'exploitation :

- dépenses :

117 268 €,

- recettes :

117 268 €.

* Section d'investissement :

- dépenses : 64 939 €,

- recettes :

64 939 €.

Après en avoir délibéré et vote à mains levées, à l'unanimité,

- ADOPTE le budget 2025 du service assainissement, et vote par chapitre des crédits inscrits,
- AUTORISE madame le Maire, à l'intérieur de chaque chapitre, à effectuer les virements de crédits qui s'avéreraient nécessaires et à ouvrir si besoin, de nouveaux articles.

Fait et délibéré, le 09 avril 2025 Pour copie certifiée conforme Le Maire

Elisabeth ROUX

Objet de l'acte : adop

adoption du budget 2025 du service assainissement

Date de transmission de l'acte :

10/04/2025

Date de réception de l'accusé de

10/04/2025

réception :

Numéro de l'acte :

DEL20250402 (voir l'acte associé)

Identifiant unique de l'acte :

069-216901033-20250409-DEL20250402-DE

Date de décision :

09/04/2025

Acte transmis par :

Christine PERTUSIER

Nature de l'acte :

Délibération

Matière de l'acte :

7. Finances locales

7.1. Decisions budgetaires7.1.1. Budgets et comptes



DU CONSEIL MUNICIPAL

N° 2025/04/03

Nombre de conseillers

En exercice: 13

L'an deux mil vingt-cinq le neuf avril

Le Conseil Municipal de la commune de JULIENAS

dûment convoqué, s'est réuni en session ordinaire,

Ont pris part à la

Délibération: 11

Pouvoirs : 1

Votants:

12

Date de convocation du Conseil Municipal : 02 avril 2025

à la mairie, sous la présidence de Mme ROUX Elisabeth, Maire.

Exprimés: 12

Présents: Mme ROUX Elisabeth – M. JORCIN Eric – M. MARGERAND Florentin – M. HEMET Thierry – M. GUEX Alain – M. AUDRAS Christian – Mme ROUSSOT Sylvie – Mme GEAY Céline – M. PIQUAND Sébastien – Mme MIDEY Sandrine – M. MALLIET Sébastien

MAHUET Sébastien.

Excusées DEMOISSON Suzanne (pouvoir M. MARGERAND) – Mme ARNAIZ Carole.

Objet.- Affectation du résultat de fonctionnement de l'exercice 2024 de la Commune

Le CONSEIL MUNICIPAL,

Vu le compte administratif de l'exercice 2024,

Vu le compte de gestion de l'exercice 2024 du comptable,

Statuant sur l'affectation du résultat de fonctionnement de l'exercice 2024,

- * un excédent de fonctionnement de 350 965.77 €
- * déficit d'investissement de 84 908.67 €
- * un déficit des restes à réaliser de 16 736.00 € soit un excédent cumulé de 249 321.10 €.

Considérant l'obligation de couvrir le déficit de la section d'investissement,

Après en avoir délibéré et vote à mains levées, à l'unanimité,

AFFECTE la somme de 186 849.77 € en recettes de la section d'investissement (article 1068)

REPORTE la somme de 164 116.00 € en recettes de la section de fonctionnement (article 002).

Fait et délibéré, le 09 avril 2025

Pour copie certifiée conforme

Le Maire

Elisabeth ROU

MAIRIE DE JULIÉNAS – 305 rue Alphonse Burdot – 69840 Juliénas Téléphone : 04 74 04 41 87 – E-mail : mairie@julienas.fr – Site Internet : www.julienas.fr

Objet de l'acte : affec

affectation du résultat de fonctionnement de l'exercice 2024 de la commune

Date de transmission de l'acte :

10/04/2025

Date de réception de l'accusé de

10/04/2025

réception :

Numéro de l'acte :

DEL20250403 (voir l'acte associé)

Identifiant unique de l'acte :

069-216901033-20250409-DEL20250403-DE

Date de décision :

09/04/2025

Acte transmis par :

Christine PERTUSIER

Nature de l'acte :

Délibération

Matière de l'acte :

7. Finances locales

7.1. Decisions budgetaires7.1.1. Budgets et comptes



DU CONSEIL MUNICIPAL

Nº 2025/04/04

Nombre de conseillers

En exercice:

13

L'an deux mil vingt-cinq le neuf avril

Le Conseil Municipal de la commune de JULIENAS

dûment convoqué, s'est réuni en session ordinaire,

à la mairie, sous la présidence de Mme ROUX Elisabeth, Maire.

Ont pris part à la

Délibération:

11

Pouvoirs: 1

Votants: Exprimés: 12

12

Date de convocation du Conseil Municipal: 02 avril 2025

Présents: Mme ROUX Elisabeth - M. JORCIN Eric - M. MARGERAND Florentin - M. HEMET Thierry - M. GUEX Alain -M. AUDRAS Christian - Mme ROUSSOT Sylvie - Mme GEAY Céline - M. PIQUAND Sébastien - Mme MIDEY Sandrine - M. MAHUET Sébastien.

Excusées DEMOISSON Suzanne (pouvoir M. MARGERAND) -Mme ARNAIZ Carole.

Objet.- fixation des taux d'imposition des taxes directes locales pour l'année 2025

Le CONSEIL MUNICIPAL,

- Vu le Code Général des Collectivités Territoriales,
- La loi 80-10 du 10 janvier 1980, portant sur l'aménagement de la fiscalité directe locale, et notamment ses articles 2 et 3 aménagés par les articles 17 et 18 de la loi n° 82-540 du 28 juin 1982,
- L'article 1639 A du Code Général des Impôts.
- Vu l'état 1259 COM portant notification des taux d'imposition des taxes directes locales pour 2025, indiquant les taux d'imposition communaux de 2024 et les bases d'imposition prévisionnelles 2025,
- Vu les ressources fiscales s'établissant ainsi qu'il suit :

* produit à taux constants des taxes directes locales	462 092 €
*taxe sur le pylônes électriques	32 307 €
*allocation compensatrice	9 485 €
* coefficient correcteur	83 865 €
* prélèvement GIR	- 24 751 €
	562 998 €

Vu le projet de budget 2025 établit par la commission des finances avec un produit nécessaire à l'équilibre du budget de 578 264 € et un produit attendu de la fiscalité directe locale de 562 998 €,



Considérant la hausse des bases d'imposition prévisionnelles prévue pour 2025,

Considérant qu'il appartient à l'assemblée locale de se prononcer sur les taux d'imposition des taxes foncières pour l'année 2025.

Après en avoir délibéré et vote à mains levées, à l'unanimité,

- DECIDE de maintenir, pour l'année 2025, les taux suivants aux impôts directs locaux:
- Taxe foncière sur les propriétés bâties : 33.39 %
- Taxe foncière sur les propriétés non bâties : 27.50 %
- Taxe d'habitation sur les résidences secondaires : 13.62 %

Permettant d'obtenir un produit attendu de la fiscalité de 578 264 €.

Fait et délibéré, le 09 avril 2025 Pour copie certifiée conforme Le Maire

Elisabeth ROUX

Objet de l'acte: fixation des taux d'imposition des taxes directes locales pour l'année 2025

Date de transmission de l'acte : 10/04/2025

Date de réception de l'accusé de 10/04/2025

réception :

Numéro de l'acte :

DEL20250404 (voir l'acte associé)

Identifiant unique de l'acte :

069-216901033-20250409-DEL20250404-DE

Date de décision :

09/04/2025

Acte transmis par :

Christine PERTUSIER

Nature de l'acte :

Délibération

Matière de l'acte :

7. Finances locales

7.2. Fiscalité

7.2.1. Vote des taux d'imposition des taxes directes locales



COMMUNE:

103 JULIENAS

TRÉSORERIE OU SGC : S.G.C. DE VILLEFRANCHE ARRONDISSEMENT: 69 VILLEFRANCHE-SUR-SAONE

> N° 1259 COM (1) TAUX

2025 뛷

ÉTAT DE NOTIFICATION DES PRODUITS PRÉVISIONNELS ET DES TAUX D'IMPOSITION DES TAXES DIRECTES LOCALES POUR 2025

	日本党员 (1) 10 10 10 10 10 10 10 10 10 10 10 10 10						
	Bases d'imposition	Taux de référence	Taux plafonds	Bases d'imposition	Produits référence	Taux votés	Produits attendus (col. 4 x col. 6)
Taxes	effectives 2024	2025	2025 3	previsionnelles 2025 4	2025 5	2025 6	2025
	-	·				200	٥٥ دو
Taxe foncière bâtie (TFB)	960 999	33,39	95,43	987 600	329 760	33, 35	03, 08
Taye foncière non hâties (TENR)	365 667	27.50	118,60	372 000	102 300	27,50	27,50
1920 10101010 11011 201000 (111101)			40.36	220 500	30 032	13 62	13.62
Taxe d'habitation (TH)	242 285	13,62	49,36	220 500	30 032	10,01	-5-01
Cotisation foncière des entreprises (CFE)	>>>	>>>	>>>	\ \\ \\ \\ \\ \\ \\ \\ \\ \\ \\ \\ \\ \	>>>		
				Total	462 092		
Тахе	Bases d'imposition effectives 2024	Taux de référence de TH 2025	Taux de majoration applicable en 2024	Bases d'imposition prévisionnelles 2025	Produit référence (col.4 x col.2 x col.6) 2025	Taux de majoration applicable en 2025	Produit attendu (col. 4 x col. 6 x taux TH voté 2025)
The state of the s		335		>>>	>>>	>>>	>>>
Aide au calcul des taux par variation proportionnelle : il n'est pas nécessaire de remplir cette rubrique en cas de reconduction des taux de référence ou de variation différenciée.	rtionnelle : il n'est pas	nécessaire de remplir	cette rubrique en cas	s de reconduction des	taux de référence ou de	variation différencié	Φ
Taxes	Calcul du coe 8	Calcul du coefficient de variation proportionnelle (6 décimales) 8	oportionnelle 9	Taux proportionnels (col. 2 x col. 9)	Si l'un des taux déterminés de manière proportionnelle	inés des taux a été décidée e	Si la diminution sans lien des taux a été décidée en 2025, cochez la case
Taxe foncière bâties (TFB)	Produit total souhaité			33, 39	excède le taux plafond		Č
Taxe foncière non bâties (TFNB)	· ·	62 092		27, So	variation différenciée doit	oit (
Taxe d'habitation (TH)		ı		13, 64	obligatoirement être votée.	itée.	
Cotisation foncière des entreprises (CFE)	Produit total de référence (total colonne 5)	ence (total colonne 5)					

II – RESSOURCES FISCALES INDÉPENDANTES DES TAUX VOTÉS EN 2025

IFER / PYLÔNES

TASCOM

TAFNB

FNGIR

Effet du coefficient

32 307

Allocations compensatrices 9 485 DCRTP Pour la Préfecture, -24 751 correcteur 83 865 Le Total 11 N2025 100 906

100 906 562 958

Accusé de réception of publication de production de pro

462 092



FINANCES PUBLIQUES

103 JULIENAS

ARRONDISSEMENT:

TRÉSORERIE OU SGC : S.G.C. DE VILLEFRANCHE

N° 1259 COM (2) TAUX FDL

2025

69 VILLEFRANCHE-SUR-SAONE COMMUNE

	Ľ	
Ľ	,	į
¢	ś	ĺ
C	•	1
•	3	J
ř	į.	į
Ľ	4	3
E	2	ı
ı	ò	١
ŀ	۲	
٠	۰	2
ı	r	١
h	ŕ	1
ŀ	ï	ı
c	,	ı
C	3	٩
C	5	١
P	3	q
١	ä	ı
Ē		ı
ė	'n	۹
h	í	í
ŀ	۰	ı
L	Ė	ĕ
Ţ	2	Į
П	L	١
ī	Ÿ	ı
Н	÷	3
ſ	ó	١
þ	ŕ	į
ľ	1	Į
ľ	ı	ı
ŝ	d	ĺ
í	ė	į
ř	b	į
ľ	P	ĺ
ŕ	ï	١
r	ŕ	١
ŕ	ŕ	ł
ľ	í	ı
Ė	,	į
۶	f	į
ľ	9	ı
f	í	į
Ľ		5
ľ	,	1
í	ŝ	î
ì	7	á
ľ	Ė	3
Ľ	=	d
b	L	d
ı	9	۱
k	J.	
E	9	3
ŝ	3	2
S	-	
		3
ŀ		
١		
	•	
	7	
	7	
	7	
	7	
	7	
F GLG		
F GLG FL G		
F GLG FL G		
	STATE OF THE PARTY	

IV - INFORMATIONS COMPLEMENTAIRES			and the second second state and second secon	AND DESCRIPTIONS OF PERSONS AND PERSONS ASSESSED.				
1. DÉTAIL DES ALLOCATIONS COMPENSATRICES ET DOTATIONS	TRICES ET DOTATION	2.	BASES EXONÉRÉES			4. PRODUITS PRÉVISIONNELS IFER	ER ET PYLÔNES	州至
Taxe foncière bâtie :		Taxe for	Taxe foncière bâtie:			a. Éoliennes et hydroliennes		
a. Personnes de condition modeste		627 a. Par le	Par le conseil municipal			b. Centrales électriques		-
b. Baux à réhabilitation, QPPV, Mayotte		0 b. Par la loi	loi		40 503	c. Centrales photovoltaïques		
c. Locaux industriels		0 Taxe for	Taxe foncière non bâtie:			d. Centrales hydrauliques		
d. Logements sociaux et longue durée		0 a. Par le	Par le conseil municipal			e. Centrales géothermiques		
		b. Par la	Par la loi (terres agricoles)	(Si	65 048	f. Transformateurs électriques		
Taxe foncière non bâtie		8 858 c. Par la	Par la loi (autres)			g. Stations radioélectriques		
Taxe d'habitation :		Cotisatic	Cotisation foncière des entreprises	ntreprises		h. Installations gazières et autres		-
a. Dotation pour perte de THLV		a. Par le	Par le conseil municipal			i. Taxe sur les pylônes	32 307	
b. Mayotte		>>> b. Par la loi	loi			5. RÉFORMES FISCALES		1
Cotisation foncière des entreprises :		3. BASE	BASES DE TAXE D'HABITATION	BITATION		a. TVA prév. (compensation TH)	*	
a. Exonérations en zone d'aménagem. du territoire	itoire	>>> a. Réside	Résidences secondaires et assimilées	s et assimilées	164 100	b. TVA prév. (comp. CVAE)	0	1
b. Base minimum		b. Logen	Logements vacants soumis à la THLV	mis à la THLV	56 400	c. Coefficient correcteur	1,285824	T
c. Locaux industriels		c. Bases	Bases dégrevées hors locaux vacants	ocaux vacants	6 858	d. Taux FB commune 2020	18,68	1
d. Autres allocations			Bases dégrevées locaux vacants	c vacants	18 546	e. Taux FB département 2020	11,03	1
		e. Bases	Bases dégrevées majo THS	THS		a.		1
6. ÉLÉMENTS UTILES AU VOTE DES TAUX								1
6.1. TAUX PLAFONDS		mental and the second s	And the state of t	Control of the contro		6.4. MAJORATION SPÉCIALE DU TAUX DE CFE	AUX DE CFE	Billing
	Taux moyens communaux	nmunaux	Taux plafonds	Taux des EPCI	Taux plafonds communaux à ne	Taux moyens pondérés des taxes foncières de 2024 au niveau :	foncières de 2024	
Taxes	au niveau		de 2025	DO 2024	pas dépasser	a. National	*	
	national dé	départemental 12	13	41	(col. 13 - col. 14)	b. Communal	*	
Taxe foncière bâtie (TFB)	39,74	31,67	99,35	3,92000	95,43	Taux maximum :		
Taxe foncière non bâties (TFNB)	51,08	41,58	127,70	9,10000	118,60	 a. laux communal majore a ne pas dépasser 	*	0.00
Taxe d'habitation (TH)	23,88	21,27	59,70	10,34000	49,36	h Taux maximum de la maioration		7 1
Cotisation foncière des entreprises (CFE)	^	^	^	^	^^	spéciale	^	
6.2. DIMINUTION SANS LIEN : année antérieure à 2025 au titre de laquelle	ure à 2025 au titre de	laquelle	6.3. MAJORAT	6.3. MAJORATION SPÉCIALE DU TAUX DE	J TAUX DE TH	Taux de CFE perçue en 2024 par la communauté	a communauté	
ala diminution sans lien a été appliquée		**		a. Tx moy.75% départemental	14,69	d aggiomeration, la communaute urbanne ou de communes avant 2016 deception préfeture	réfecture	
bles taux précédemment diminués sans lien ont été augmentés	n ont été augmentés	^	b. Taux maximum de la majo	um de la majo	6/6'0	la fiscalité professionamente de de la fiscalité profession de la fiscalité profession précention precention precent	10/04/2025 22,40	
	ent.					המום עם וסטיליטם ומים	016.10000000	111



DU CONSEIL MUNICIPAL

N° 2025/04/05

Nombre de conseillers

13

L'an deux mil vingt-cinq le neuf avril

Le Conseil Municipal de la commune de JULIENAS

dûment convoqué, s'est réuni en session ordinaire,

Ont pris part à la

En exercice:

Délibération: 11

Pouvoirs: 1

Votants:

12

Date de convocation du Conseil Municipal : 02 avril 2025

à la mairie, sous la présidence de Mme ROUX Elisabeth, Maire.

Exprimés: 12

> Présents: Mme ROUX Elisabeth - M. JORCIN Eric - M. MARGERAND Florentin – M. HEMET Thierry – M. GUEX Alain – M. AUDRAS Christian - Mme ROUSSOT Sylvie - Mme GEAY Céline – M. PIOUAND Sébastien – Mme MIDEY Sandrine – M.

MAHUET Sébastien.

Excusées DEMOISSON Suzanne (pouvoir M. MARGERAND) -

Mme ARNAIZ Carole.

Objet.- adoption du budget 2025 de la Commune

Le CONSEIL MUNICIPAL,

Vu le code général des collectivités territoriales et notamment son article L 2312-1,

Vu les travaux préparatoires et l'avis de la commission des finances du 29 mars 2023,

Vu la délibération n°2025/04/04 décidant les taux d'imposition des taxes directes locales pour l'année 2025,

Vu le projet de budget présenté par madame le Maire pour l'exercice 2024 qui s'équilibre ainsi qu'il suit :

* Section de fonctionnement :

- dépenses : 1 115 296 €,

- recettes : 1 115 296 €,

* section d'investissement :

- dépenses : 552 218 €,

- recettes : 552 218 €,

MAIRIE DE JULIÉNAS - 305 rue Alphonse Burdot - 69840 Juliénas Téléphone: 04 74 04 41 87 - E-mail: mairie@julienas.fr - Site Internet: www.julienas.fr



Après en avoir délibéré et vote à mains levées, à l'unanimité,

- ADOPTE le budget 2025 de la commune, et vote les crédits qui y sont inscrits au niveau du chapitre pour la section de fonctionnement et de la section d'investissement avec opérations,
- AUTORISE madame le Maire, à l'intérieur de chaque chapitre, à effectuer les virements de crédits qui s'avéreraient nécessaires et à ouvrir, si besoin, de nouveaux articles.
- AUTORISE madame le Maire à procéder, à des mouvements de crédits de chapitre à chapitre, à l'exclusion des crédits relatifs aux dépenses de personnel.
- FIXE la limite de ces mouvements à 7,5 % des dépenses réelles de chacune des sections.
- -AUTORISE madame le Maire à signer tout document permettant l'application de la présente délibération.

Fait et délibéré, le 09 avril 2025 Pour copie certifiée conforme Le Maire

Elisabeth ROUX

Objet de l'acte:

adoption du budget 2025 de la commune

Date de transmission de l'acte :

10/04/2025

Date de réception de l'accusé de

10/04/2025

réception :

Numéro de l'acte :

DEL20250405 (voir l'acte associé)

Identifiant unique de l'acte :

069-216901033-20250409-DEL20250405-DE

Date de décision :

09/04/2025

Acte transmis par :

Christine PERTUSIER

Nature de l'acte :

Délibération

Matière de l'acte :

7. Finances locales

7.1. Decisions budgetaires7.1.1. Budgets et comptes



DU CONSEIL MUNICIPAL

Nº 2025/04/06

Nombre de conseillers

En exercice:

13

11

12

Ont pris part à la

Délibération:

Pouvoirs: 1

Votants:

12

Exprimés:

L'an deux mil vingt-cinq le neuf avril

Le Conseil Municipal de la commune de JULIENAS

dûment convoqué, s'est réuni en session ordinaire,

à la mairie, sous la présidence de Mme ROUX Elisabeth, Maire.

Date de convocation du Conseil Municipal : 02 avril 2025

Présents: Mme ROUX Elisabeth - M. JORCIN Eric - M. MARGERAND Florentin - M. HEMET Thierry - M. GUEX Alain -M. AUDRAS Christian - Mme ROUSSOT Sylvie - Mme GEAY Céline - M. PIQUAND Sébastien - Mme MIDEY Sandrine - M.

MAHUET Sébastien.

Excusées DEMOISSON Suzanne (pouvoir M. MARGERAND) -

Mme ARNAIZ Carole.

Objet.- Subventions aux organismes de vacances

Le CONSEIL MUNICIPAL,

Vu le code général des collectivités territoriales,

Vu la délibération n°2024/04/07 du 10 avril 2024 décidant le maintien de la subvention à tout organisme organisant des centres de loisirs, des centres aérés, des colonies ou camps de vacances et la fixant à 6 € par jour et par an pour les enfants de six ans et plus,

Considérant l'intérêt d'aider les familles inscrivant des enfants à des organismes de vacances,

Après en avoir délibéré et vote à mains levées, à l'unanimité,

- MAINTIENT le versement d'une aide aux centres de loisirs, centres aérés, colonies ou camps de vacances, pour les enfants de 6 ans et plus
- FIXE à 6 € le montant de l'aide pour une période du 1er juillet 2025 au 30 juin 2026 et précise que celle-ci s'applique uniformément à toutes les structures, sous les conditions suivantes :

- * les enfants de 6 ans à 16 ans pris en compte devront être domiciliés sur la commune de Juliénas au moment du séjour,
- * la subvention sera versée directement à l'organisme sur présentation d'un état nominatif des enfants ayant séjournés en centres de loisirs, centres aérés, colonies ou camps de vacances,
- * dans la limite de 20 jours par enfant sur la période du 1^{er} juillet au 30 juin.
- **AUTORISE** madame le Maire, à signer tous les documents relatifs à la participation de la commune (convention, contrat ...)
- DIT que les crédits seront prélevés sur l'article 65748 du budget.

Fait et délibéré, le 09 avril 2025 Pour copie certifiée conforme Le Maire Elisabeth ROUX



Objet de l'acte : subv

subventions aux organismes de vacances

Date de transmission de l'acte :

10/04/2025

Date de réception de l'accusé de

10/04/2025

réception :

Numéro de l'acte :

DEL20250406 (voir l'acte associé)

Identifiant unique de l'acte :

069-216901033-20250409-DEL20250406-DE

Date de décision :

09/04/2025

Acte transmis par :

Christine PERTUSIER

Nature de l'acte :

Délibération

Matière de l'acte :

7. Finances locales

7.5. Subventions

7.5.6. Autres subventions



DU CONSEIL MUNICIPAL

Nº 2025/04/07

Nombre de conseillers

13

L'an deux mil vingt-cinq le neuf avril

13

Le Conseil Municipal de la commune de JULIENAS

dûment convoqué, s'est réuni en session ordinaire,

à la mairie, sous la présidence de Mme ROUX Elisabeth, Maire.

Ont pris part à la

Délibération :

En exercice:

11

Pouvoirs: 1 Votants:

Exprimés:

ints: 12

12 12 Date de convocation du Conseil Municipal : 02 avril 2025

Présents: Mme ROUX Elisabeth – M. JORCIN Eric – M. MARGERAND Florentin – M. HEMET Thierry – M. GUEX Alain – M. AUDRAS Christian – Mme ROUSSOT Sylvie – Mme GEAY Céline – M. PIQUAND Sébastien – Mme MIDEY Sandrine – M.

MAHUET Sébastien.

Excusées DEMOISSON Suzanne (pouvoir M. MARGERAND) –

Mme ARNAIZ Carole.

Objet.- Contrôle des comptes et de la gestion de la Communauté de Communes Saône-Beaujolais par la Chambre Régionale des Comptes : Communication du rapport d'observations définitives

Le CONSEIL MUNICIPAL,

En 2024, la Chambre Régionale des Comptes a procédé au contrôle des comptes et de la gestion de la Communauté de Communes Saône-Beaujolais pour les exercices 2019 et suivants. Dans ce cadre, le rapport d'observations définitives établi par la Chambre a été notifié à la CCSB le 16 janvier 2025 et a fait l'objet d'un débat lors de l'assemblée délibérante du 30 janvier 2025.

Conformément à l'article L. 243-8 du code des juridictions financières, ce même rapport est ensuite transmis par la Chambre aux Maires des communes membres qui sont invités à inscrire son examen à l'ordre du jour du plus proche conseil municipal.

Dans un délai d'un an à compter de la présentation au Conseil communautaire, le président de l'EPCI devra présenter les actions entreprises à la suite des observations formulées par la Chambre.

Le contrôle s'est déroulé de février 2024 jusqu'en décembre.

En synthèse, le rapport dresse tout d'abord un état des lieux de la communauté de communes en ce qui concerne son territoire, son environnement institutionnel, sa gouvernance et son organisation, ainsi que son large éventail de compétences. Plusieurs thématiques sont ensuite

analysées : ressources humaines commande publique, gestion budgétaire et comptable et situation financière.

S'agissant des compétences, la Chambre note que celles-ci sont étendues, notamment celles relatives au développement durable et aux énergies renouvelables. Pour les subventions aux associations sportives, une distinction devra être opérée entre subvention et sponsoring. La Chambre relève également que plusieurs compétences transférées auraient dû faire l'objet d'une évaluation de la CLECT, considérant que seule la commission est compétente pour constater le cas échéant l'absence de charge. La chambre recommande par ailleurs de réinterroger l'existence de certains syndicats comme le SURB et LYBERTEC. Pour la compétence Voirie, la Chambre suggère de réaliser un audit des voiries communautaires dans le but d'obtenir un diagnostic précis de l'état de ces voiries communautaires et ainsi de définir des priorités opérationnelles dans la programmation pluriannuelle des trayaux.

En ce qui concerne les ressources humaines, la Chambre relève une bonne maîtrise de la masse salariale nette avec un renforcement conséquent des services pour faire face au projet de mandat, en grande partie compensé grâce au dispositif de mutualisation des services et à une bonne mobilisation des aides et des subventions des partenaires publics. Les lignes directrices de gestion devront être complétées. Les procédures de recrutement devront faire l'objet d'une formalisation écrite. Les dispositifs mis en place en ce qui concerne le temps de travail et le régime indemnitaire sont soulignés avec des documents très complets et bien documentés. L'organisation mutualisée reste à affiner sur les emplois fonctionnels.

S'agissant de la commande publique, la Chambre note une nette amélioration des pratiques à compter de 2022 en lien avec le recrutement d'un cadre spécialisé qui a permis la mise en place de procédures. La CCSB devra cependant porter une attention particulière à une meilleure définition des besoins et à une meilleure computation des seuils.

La chambre relève une situation financière saine sur la période avec un bon niveau annuel d'autofinancement (CAF nette stable), une bonne capacité de désendettement et une réelle dynamique fiscale. La qualité des prévisions budgétaires est soulignée en fonctionnement avec une prévision correcte faisant preuve d'une approche prudente, alors qu'en investissement le taux d'exécution est insuffisant et gagnerait à être amélioré. La Chambre constate les efforts déjà déployés par la CCSB avec son plan de sobriété énergétique et l'encourage à poursuivre dans cette voie.

En conclusion, la Chambre formule 6 recommandations, dont une partie a déjà fait l'objet de régularisations :

Recommandation n°1 : régulariser la situation des services qualifiés de « mixtes »

Par délibération en date du 17 décembre 2024, le conseil communautaire a décidé de la création de nouveaux services communs et de la mise à jour du tableau des effectifs avec créations des postes transférés de droit. L'organigramme a de ce fait été mis à jour après avis du Comité Social Territorial et de Formation Spécialisée communs.

La recommandation n°1 a été entièrement régularisée et peut être levée.

Recommandation n°2 : réaliser le rapport exigé par la loi sur l'évolution du montant des attributions de compensation au regard des dépenses liées à l'exercice des compétences

Par délibération en date du 14 novembre 2024, le conseil communautaire a pris connaissance du bilan quinquennal des AC, et par délibération du 30 janvier 2025, il a donné communication des AC prévisionnelles 2025 avant le 15 février comme prévu par le V de l'article 1609C nonies du CGI.

La recommandation n°2 a ainsi été entièrement régularisée et peut être levée.

Recommandation n°3: mettre en place des procédures de recrutement transparentes garantissant le principe d'égal accès aux emplois publics

Certes cette procédure n'est pas formalisée mais elle existe et s'attache justement à respecter ce principe d'égale admissibilité aux emplois publics. Pour chaque recrutement, les candidats sont reçus à 2 entretiens. Le 1er entretien est réalisé par le binôme élu/agent du service opérationnel et a pour objet de vérifier les compétences techniques du candidat. Le 2ème entretien est réalisé par le binôme Maire ou Président / DGS ou DGA et a pour objet de vérifier les compétences personnelles et les motivations du candidat.

Un PV sera désormais établi pour répondre à cette recommandation.

Le défaut de publicité concerne principalement les postes déjà pourvus par des agents contractuels qui sont maintenus dans leurs fonctions soit par renouvellement de contrat soit par une mise en stage. Désormais, une publication de vacance sera systématiquement engagée (associée ou non à une offre d'emploi) deux mois avant la fin du contrat.

Recommandation n°4 : mettre en place une délibération relative aux indemnités horaires pour travaux supplémentaires et listant les emplois éligibles

Par délibération en date du 17 décembre 2024, le conseil communautaire a listé les emplois éligibles aux IHTS et IHTC, encadré l'attribution de l'indemnité horaire pour travail de nuit, de dimanche et jours fériés, et adopté le protocole temps de travail en vigueur au 1er janvier 2025,

La recommandation n°4 a été entièrement régularisée et peut être levée.

Recommandation n°5: procéder à un recensement annuel des besoins et systématiser les procédures de mises en concurrence des achats publics

La préparation budgétaire est l'occasion pour les services opérationnels d'identifier les investissements à venir dans un tableur, et notamment ceux faisant l'objet d'un marché. A partir de ce recensement des investissements à venir, le recensement des besoins en marchés est ensuite complété par le service « marchés » et le rappel des règles de computation des seuils de procédures et de mises en concurrence assuré par ce même service.

Des solutions sont en cours d'étude permettant d'améliorer la démarche existante sans l'alourdir.

Recommandation n°6 : procéder à l'intégration des syndicats mixtes du SURB et de LYBERTEC

La Chambre encourage la CCSB à procéder à une rationalisation de l'existence de ces deux satellites, en cohérence avec la politique de mutualisation et la recherche d'efficience du fonctionnement des services déjà largement engagées.

Le SURB n'a en effet plus de compétence liée à la planification du fait du transfert de compétence PLUI à la CCSB en 2017. L'existence de ce syndicat est aujourd'hui justifiée par sa compétence "aménagement" et notamment dans le cadre de la gestion d'un contentieux. En tout état de cause, la CCSB ne peut décider la fin de ce syndicat car elle n'en est pas

membre. Ce sont les 3 communes de Belleville-en-Beaujolais, Dracé et Taponas qui peuvent en décider. Néanmoins, en tant que collectivité porteuse des services communs, la CCSB peut émettre un avis aux maires concernés, tout en respectant la volonté de leur collectivité.

Pour Lybertec, la CCSB n'est pas seule dans le cadre de ce syndicat mixte mais en partenariat avec la CCI. Il semble utile d'engager un débat sur la dissolution du syndicat pour une mise en œuvre, si les élus communautaires et de la chambre consulaire le valident, au plus tôt au 1er janvier 2026, ce qui éviterait de réinstaller un comité syndical en 2026.

Après en avoir délibéré et vote à mains levées, à l'unanimité,

- **PREND ACTE** de la présentation du rapport d'observations définitives établi par la Chambre Régionale des Comptes suite au contrôle des comptes et de la gestion de la Communauté de Communes Saône-Beaujolais pour les exercices 2019 et suivants ;
- **DIT** que ce rapport a donné lieu à un débat au sein de l'assemblée délibérante.

Fait et délibéré, le 09 avril 2025 Pour copie certifiée conforme Le Maire Elisabeth ROUX



Objet de l'acte :

contrôle des comptes et de la gestion de la CCSB par la Chambre Régionale des Comptes : Communication du apport d'observations définitives.

Date de transmission de l'acte :

10/04/2025

Date de réception de l'accusé de

10/04/2025

réception :

Numéro de l'acte :

DEL20250407 (voir l'acte associé)

Identifiant unique de l'acte :

069-216901033-20250410-DEL20250407-DE

Date de décision :

10/04/2025

Acte transmis par :

Christine PERTUSIER

Nature de l'acte :

Délibération

Matière de l'acte :

7. Finances locales

7.10. Divers

7.10.2. Délibérations comptables et autres